

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé-e d'Études bioéconomie et méthanisation

MEP/SAET/Unité Bioéconomie

| | |
|---|--|
| N° appel à candidature : 23641 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 1 | Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement |
| Filière d'emploi : 2 - Statistique, étude, audit, évaluation, prospective | |
| Poste vacant | Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |
| Conditions de recrutement : | |
| <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p> | |
| Présentation de l'environnement professionnel : | |
| <p>La direction Marchés, études et prospective (MEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre.</p> <p>Le futur service Analyses économiques transversales (SAET, actuellement en préfiguration) assurera des missions d'analyses économiques portant sur des sujets transverses aux différentes filières (ex. biomasse, consommation alimentaire) ou au travers d'outils méthodologiques spécifiques (évaluation, prospective) ainsi que d'appui aux réflexions stratégiques et aux analyses socio-économiques des pouvoirs publics ou des acteurs économiques des filières.</p> <p>Au sein du futur service AET, le poste sera rattaché à l'Unité Bioéconomie, chargée notamment du volet valorisation non-alimentaire de la biomasse (biocarburants, méthanisation, coproduits animaux, produits biosourcés).</p> | |
| Objectifs du poste | |
| <p>Référent au sein de la Direction MEP sur la méthanisation et le biogaz, la-le chargé-e d'études suivra et pourra initier des études visant à mieux connaître la dynamique et le potentiel de développement de la méthanisation en France, et plus spécifiquement de la méthanisation agricole. Elle-il sera amené-e à partager ses connaissances</p> | |

au sein de l'Établissement et à participer et représenter FranceAgriMer aux réunions, colloques et séminaires organisés en lien avec cette thématique.

Missions et activités principales :

En tant que référent-e sur la méthanisation :

- Conduite d'une veille réglementaire, économique et scientifique sur le biogaz, la méthanisation agricole et industrielle ;
- Diffusion orale et écrite des connaissances, par la proposition des sujets de notes ou d'analyses économiques de la filière ;
- Lancement et pilotage des études sur la bioéconomie, et en particulier la méthanisation.

La-le chargé-e d'études contribuera par ailleurs à développer et à alimenter le système d'information sur la bioéconomie (ONRB) par la constitution et l'entretien de réseaux d'experts, l'estimation des gisements de biomasse et le traitement des données collectées.

Elle-il appuiera la cheffe d'unité dans l'alimentation et l'animation des instances de concertation en lien avec la bioéconomie, notamment le groupe de travail « méthanisation ».

Relations fonctionnelles du poste :

La-le chargé-e d'études travaillera en étroite collaboration avec les autres membres de l'unité bioéconomie et analyses transversales, notamment pour l'alimentation et le développement de l'ONRB. Du fait de la transversalité des filières de la bioéconomie, la-le chargé-e d'études sera amené-e à travailler avec l'ensemble des unités de la direction MEP, les délégués filières ainsi qu'avec les administrations œuvrant pour la bioéconomie (MASA, MTE, Ademe, IGN...) et les acteurs régionaux. Un lien étroit avec les organisations professionnelles, instituts techniques et acteurs de la recherche dans le domaine de la bioéconomie sera indispensable pour assurer pleinement les missions confiées à la-au chargé-e d'études. Notamment, il sera amené à travailler avec divers représentants des filières de la bioéconomie ainsi qu'avec les instituts techniques agricoles pour perfectionner les sources de données et les méthodes de calcul de l'ONRB.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Des connaissances ou un fort intérêt pour :

- l'analyse statistique et économique,
- les filières agricoles, agro-industrielles, forestières et recyclage
- les politiques agricoles, économiques et environnementales
- les procédés de méthanisation

Bonne capacité de synthèse d'études et de textes réglementaires

Pratique avancée de l'anglais (lu et parlé)

Savoir-faire / Maîtrise

- Très bonne capacité rédactionnelle et de communication orale
- Capacité de synthèse
- Aptitude à conduire un projet
- Maîtrise des outils bureautiques
- Rigueur et méthode

Savoir être

- Autonomie, esprit d'initiative, de l'organisation et des priorités,
- Bon relationnel, sens du partage de l'information, aptitude au travail en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+3 minimum validé si candidat contractuel mais bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Poste clé¹ :

Oui Non X

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

| | | |
|---|-----|-------|
| Poste à caractère sensible² : | Oui | Non X |
| Poste à privilèges³ : | Oui | Non X |
| Personnes à contacter | | |
| <p>Françoise Brugière, préfiguratrice du service Analyses économiques transversales Francoise.brugiere@franceagrimer.fr – Tel 01 73 30 22 59</p> <p>Aurore Payen, Cheffe de l'unité Bioéconomie aurore.payen@franceagrimer.fr – Tel 01 73 30 22 47</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p> | | |
| Conditions de travail | | |
| <p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i></p> | | |
| DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21 septembre 2023 | | |
| <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | | |

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.